

Compte à rebours à Kinshasa

RD CONGO L'Église espère un accord politique pour le 30 décembre

- ▶ Les évêques estiment avoir déjà accompli 95 % du travail.
- ▶ Mais les désaccords qui subsistent entre pouvoir et opposition restent essentiels.

Malgré 48 heures d'intenses négociations, pouvoir et opposition se sont séparés samedi à Kinshasa sans s'être entendus sur un accord pour sortir la République démocratique du Congo (RDC) de la crise provoquée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila. Des négociations informelles, qui se tiennent depuis le 8 décembre sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), doivent se poursuivre après la pause de Noël.

« Nous pensons que vendredi 30 décembre sera le jour solennel au cours duquel l'accord sera adopté et signé », a déclaré le président de la Cenco, M^r Marcel Utambi, qui avait déjà exhor-

té, la semaine passée, la classe politique à s'entendre « avant Noël ». Après une nuit entière de discussions, « nous sommes arrivés au bout du tunnel », a encore assuré M^r Utambi, selon qui « la divergence sur la gestion consensuelle de la période transitoire a été aplanie à 95 % ». « La Cenco fera le travail qui reste à travers les passerelles auprès des autorités [le président Kabila, NDLR] et des chefs de délégation des deux camps », a ajouté le prélat, archevêque catholique de Kisangani, grande ville du nord-est du pays.

Les désaccords qui subsistent sont néanmoins essentiels. Selon le secrétaire général de l'UDPS, parti de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, Jean-Marc Kabund, ils ont trait

au partage du pouvoir pendant la période de transition, et en particulier au poste de Premier ministre et au contrôle des provinces.

D'autres interrogations demeurent notamment sur la façon dont les deux camps utiliseront le délai donné par la médiation pour s'entendre, alors que l'ONU, les Occidentaux et le Vatican multiplient les appels aux négociateurs pour qu'ils discutent « de bonne foi, dans l'intérêt supérieur » du pays.

Alors que les négociations piétinaient, un responsable à la Cenco confiait, dépité : « Notre classe politique est d'une médiocrité grave. Ils ont remis en cause tout ce que nous avons convenu la veille. » (afp) ■

COMMENTAIRE

COLETTE BRAECKMAN



LE CHAGRIN ET LA COLÈRE

Un nouveau report ! Ce qui nous anime, au vu de ce retard supplémentaire, c'est la déception, bien sûr, mais surtout la colère. Colère tout d'abord parce que la crise actuelle, qui précipite le Congo sur la même voie que celle du Burundi, était parfaitement évitable : il eût suffi pour cela de suivre le prescrit constitutionnel. Au lieu de cela, tout a été fait pour freiner le processus démocratique, enfreindre la règle de l'alternance et, en dépit des avertissements innombrables, le « Congo du glissement » se trouve aujourd'hui au bord du précipice. Colère aussi parce que depuis des

mois, en coulisses d'abord, puis dans l'enceinte de la cité de l'OUA - Organisation de l'Unité africaine -, enfin sous l'ombrelle de l'Église catholique qui a mis tout son poids dans la balance, on négocie. On échafaude des schémas de « partage du pouvoir », on tente d'associer une partie de l'opposition à la gestion du retard électoral, on essaie d'élargir la liste des invités au banquet du pouvoir. On se heurte ainsi aux ruses du clan présidentiel qui ne veut pas se dessaisir de ses prérogatives, aux appétits de ceux qui lorgnent un poste, une fonction, et font monter les enchères ; on assiste aussi au double jeu de certains opposants qui sont prêts à jeter les jeunes dans les rues pour démontrer leur fameuse « capacité de mobilisation » qui se traduit en morts inutiles.

L'un des négociateurs le confiait, quelques minutes avant l'annonce du report : « Notre classe politique est d'une médiocrité grave... »

Comment pourrait-il en être autrement dans un pays où les questions idéologiques sont totalement absentes des débats... Mesure-t-on assez la profondeur du fossé qui sépare les simples citoyens de leurs représentants, prend-on conscience de l'impétuosité, de la radicalité de la jeune génération, sait-on ce qui se dit dans les rangs de l'armée, est-on au courant des inquiétudes des pays voisins, soucieux de voir « le géant aux neuf frontières » basculer dans le désordre ? Comment ne pas se rappeler les embrouillaminis des années 60, où un certain Joseph-Désiré Mobutu se décida à mettre la classe politique en congé ?